

CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION : REPRENDRE L'INITIATIVE !

Le 8^e congrès de l'Internationale de l'Éducation (IE) s'est tenu du 18 juillet au 26 juillet. L'IE est la fédération internationale des syndicats de l'éducation représentant trente-deux millions de salarié-es de l'éducation par le biais de quatre cents organisations réparties dans cent soixante-dix pays et territoires à travers le monde. Une délégation de la FERC CGT y était présente.

La thématique principale du congrès était « les syndicats de l'éducation reprennent l'initiative ». La nécessité affirmée de reprendre l'initiative est liée au constat mondialement partagé du manque d'attractivité du syndicalisme et de sa difficulté à peser sur la situation mondiale.

Une situation qui se dégrade dangereusement : crise écologique, démocratique, recul de l'éducation publique et de ses financements, remise en cause de l'autonomie des enseignant-es et des libertés académiques, développement de la marchandisation et de la précarité.

Les engagements internationaux autour de l'objectif de développement durable « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité » sont bien loin d'être tenus et, dans les pays du nord, les politiques libérales remettent en cause « l'éducation de qualité ».

Pour rappel, en 2015, la communauté internationale a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (17 Objectifs de Développement Durable). L'IE s'est fortement mobilisée et a réussi à ce que soit

intégré un objectif sur l'éducation (le fameux ODD4) alors qu'il n'était pas prévu initialement.

Le congrès a unanimement condamné l'aggravation des politiques libérales et austéritaires responsables des restrictions du droit d'accès de toutes et tous à l'éducation. Loin de rester sur la défensive, ce congrès était donc placé sous le signe de l'action.

La crise climatique a été fortement présente dès le discours inaugural de la présidente de l'IE Susan Hopgood. Une urgence climatique marquée, comme l'a rappelé le dernier rapport du GIEC, par le risque de dépasser les 2°C d'augmentation sans réaction forte d'ici 2030.

Les syndicats sont invités à soutenir les grèves d'étudiant-es et de lycéen-nés. L'enjeu et l'importance de l'éducation pour la transition écologique est mise en avant. A cette occasion, une brochure de qualité « l'éducation un outil puissant pour lutter contre les changements climatiques » est sortie.

Le soutien à Lula a aussi fortement traversé le congrès. David Edwards, le secrétaire général, a conclu son inter-

vention liminaire en brandissant la pancarte « LULA FREE ». Le congrès s'est donc largement inquiété de la montée des populistes d'extrême droite. Les camarades brésiliens ont pu expliquer la tragédie qu'ils-elles vivent ainsi que le lien entre le fascisme et la remise en cause du service public d'éducation.

Durant le congrès on apprenait que Bolsonaro mettait fin au financement public de l'Enseignement supérieur. Les camarades des États-Unis ont évoqué le racisme de Trump et les campagnes menées contre sa politique d'immigration, notamment contre l'enfermement des enfants dans des camps de rétention à la frontière mexicaine.

De nombreux pays du Sud ont pris la parole pour expliquer comment leurs gouvernements sous-traitent l'éducation à des compagnies privées comme Bridge Academy. Ces compagnies emploient des personnels non qualifiés faisant cours à l'aide de tablettes numériques leur donnant pas à pas des instructions à suivre. Le Kenya a remercié l'IE de son soutien dans la lutte contre ces multinationales. Le congrès a décidé d'amplifier l'action contre la marchandisation au travers de la campagne « Réponse globale ».

De nombreux autres thèmes ont traversé le congrès comme le féminisme, la cause indigène et la décolonisation des programmes, les mouvements LGBTI. La délégation a pu s'enrichir des expériences et des interventions des autres syndicats particulièrement sur la thématique de la syndicalisation appelée « Renouveau syndical ».

